



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHONE-ALPES

## **Autorité Environnementale** Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale  
après examen au cas par cas, sur le projet dénommé  
« Construction du télésiège « Lac des Combes » »  
sur la commune de Bourg-Saint-Maurice  
(département de la Savoie)**

**Décision n° 2017-ARA-DP-00372  
G 2017-003504**

**Décision du 30 mars 2017**  
**après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,  
Préfet du Rhône,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 2017-132 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, du 07 mars 2017, portant délégation de signature à madame Françoise NOARS, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes – attributions générales ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2017-03-08-28 de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, du 08 mars 2017, portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas reçu et considéré complet le 21 février 2017, enregistré sous le numéro 2017-ARA-DP-00372, déposé par la société ADS, représentée par Frédéric CHARLOT ;

Vu l'avis de l'agence régionale de la santé en date du 3 mars 2017 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires de la Savoie en date du 9 mars 2017 ;

**Considérant la nature du projet,**

- qui consiste au remplacement d'une remontée mécanique, avec :
  - le démantèlement et l'évacuation du télésiège, double ligne, existant ;
  - la construction du télésiège, simple ligne, d'un débit de 900 personnes/heure, d'une longueur d'environ 150 mètres, permettant de franchir un dénivelé de 35 mètres ; sur un axe légèrement décalé (même zone de départ et zone d'arrivée décalées vers l'ouest) ;
- qui implique des terrassements, inhérents à la mise en place du télésiège (gares amont et aval, pylônes et surfaçage de l'axe de l'appareil), en équilibre déblais/remblais, avec des mouvements de matériaux d'environ 2 000 m<sup>3</sup>, sur une surface cumulée d'environ 0,14 ha ;
- dont les excavations n'excéderont pas 2 mètres de profondeur ;
- qui relève de la rubrique n°43a (relative aux remontées mécaniques) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement (nouvelle nomenclature) ;

**Considérant la localisation du projet,**

- au sein du domaine skiable d'Arc 2000 ;
- à proximité de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I « Marais d'Arc 2000 », mais en dehors de tout périmètre de protection environnemental réglementaire ;
- dans le périmètre de protection rapprochée des sources de Pré Saint Esprit, qui participent à l'alimentation en eau potable de la station des Arcs, qui sont protégées par l'arrêté préfectoral en date du 19/02/1995, qu'il conviendra de respecter ;

**Considérant** les mesures prévues pendant la phase chantier afin de prévenir les risques de pollutions, notamment vis-à-vis du lac des Combes présent en aval du projet ;

**Considérant** qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, des réglementations s'appliquant au projet et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas de nature à justifier la réalisation d'une évaluation environnementale ;

## DÉCIDE :

### Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies à ce jour par le pétitionnaire, **le projet de construction du téléski « Lac des Combes », sur la commune de Bourg-Saint-Maurice, dans le département de la Savoie, objet du formulaire n°2017-ARA-DP-00372, n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

### Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs, notamment en ce qui concerne les déclarations et autorisations en application du droit des sols, et le cas échéant, une dérogation au titre des espèces protégées visée à l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seraient prises à l'issue de ces procédures.

### Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Pour le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,  
par délégation,

Pour la Directrice e.p.s. Délégation,  
Pôle Autorité Environnementale

  
Yves MEINIER

## **Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur internet.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux. Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif.

### Où adresser votre recours ?

- Recours administratif

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE  
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon  
Palais des juridictions administratives  
184 rue Duguesclin  
69433 LYON cedex 03